

Biographies des auteurs

BERNELA Bastien

Bastien Bernela est doctorant à l'Université de Poitiers. Ses recherches portent sur la mobilité géographique des chercheurs et sur le lien entre mobilité et collaborations scientifiques.

BOUBA-OLGA Olivier

Olivier Bouba-Olga est Professeur à l'Université de Poitiers. Spécialiste de l'économie de l'entreprise et de l'économie de proximité, ses recherches portent notamment sur les relations entreprises-territoires et sur la géographie de l'innovation.

BOUNEAU Christophe

Ancien élève de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud et agrégé d'Histoire, Christophe Bouneau est, depuis 1999, Professeur d'Histoire économique à l'Université Bordeaux Montaigne. Il a été directeur de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine (MSHA), de 2002 à 2013. Il est président du Conseil scientifique (CS) du groupe de réflexion « Puissances publiques : efficacité, contrôle et régulation » instauré par l'Amicale des ingénieurs du Corps des Mines. Il est membre de la Commission de suivi des travaux personnels des ingénieurs-élèves du Corps des Mines de l'École des Mines de Paris. En 2007, il a été membre des Commissions du débat public (CNDP) relatives à trois projets de terminaux méthaniers au Havre, à Bordeaux (Le Verdon) et à Dunkerque. Il est membre de l'association RES (développement de programmes de recherche-action, notamment dans le domaine de la sécurité industrielle) et a présidé le comité de pilotage des Assises nationales des Risques technologiques.

Ses travaux de recherche tant personnels que collectifs portent sur l'histoire de l'innovation, des réseaux techniques et des organismes internationaux ; sur l'histoire du développement régional et de l'aménagement du territoire ; et, enfin, sur l'histoire économique et sociale du tourisme. Il a publié une quinzaine d'ouvrages. Il a codirigé deux programmes de recherches interdisciplinaires sur les trajectoires de l'innovation, et il est partenaire du programme ANR RESENDEMI qui concerne les grands réseaux techniques en démocratie (XIX^e et XX^e Siècles).

DEFRANCE Gustave

Ancien élève de l'École des Mines de Douai, Gustave Defrance a siégé au Conseil général des Mines de 1996 à 2000.

Auparavant, il a été :

de 1994 à 1996 : directeur de la Prévention des Pollutions et des Risques (DPPR), délégué au Risque majeurs, au ministère de l'Environnement ;

de 1989 à 1994 : directeur de l'École nationale supérieure des Techniques industrielles et des Mines (ENSTIM) de Douai ;

de 1989 à 1994 : directeur de la direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) de la région Nord-Pas-de-Calais ;

de 1982 à 1989 : directeur de l'École nationale supérieure des Techniques industrielles et des Mines (ENSTIM) d'Alès ;

de 1982 à 1989 : directeur de la direction interdépartementale de l'Industrie (DII) de la région Languedoc-Roussillon ;

de 1978 à 1982 : chef de la division Environnement et adjoint au directeur du service interdépartemental de l'Industrie et des Mines (SIIM) de la région Nord-Pas-de-Calais ;

de 1976 à 1978 : chef du groupe de subdivision du littoral au service interdépartemental de l'Industrie et des Mines (SIIM) de la région Nord-Pas-de-Calais ;

de 1958 à 1976 : professeur, puis secrétaire général de l'École technique des Mines de Douai.

Il est co-animateur avec André-Claude Lacoste, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), d'un groupe de réflexion « Puissances publiques : efficacité, contrôle et régulation » instauré par l'Amicale des ingénieurs du Corps des Mines. Il est membre de la Commission de suivi des travaux personnels des ingénieurs-élèves du Corps des Mines de l'École des Mines de Paris. En 2007, il a été membre des Commissions du débat public (CNDP) relatives à trois projets de terminaux méthaniers au Havre, à Bordeaux (Le Verdon) et à Dunkerque. Il est membre de l'association RES (développement de programmes de recherche-action, notamment dans le domaine de la sécurité industrielle) et a présidé le comité de pilotage des Assises nationales des Risques technologiques.

DERDEVET Michel

Diplômé d'HEC et Lauréat de la Faculté de Droit de Montpellier, Michel Derdevet a été conseiller au cabinet du président du Conseil général de l'Hérault (Gérard Saumade) en 1983, avant d'exercer en qualité de chargé de mission au sein du cabinet de Martin Malvy au secrétariat d'État chargé de l'Énergie (1984-1986).

Entré à EDF en avril 1986, en tant que responsable du recrutement à la direction des Affaires générales, il s'est vu confier l'année suivante les fonctions de chargé de mission auprès du secrétaire général de la Fondation européenne de l'énergie avant d'être nommé, en septembre 1988, en qualité de chargé des relations avec les élus à la direction générale.

En avril 1992, il retrouve Martin Malvy comme chef de son cabinet au secrétariat d'État chargé des relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement, qu'il suivra

au secrétariat d'État au Budget pour y exercer les mêmes fonctions (octobre 1992-mars 1993). Nommé, en juin 1997, chef du cabinet du secrétaire d'État à l'Industrie et à l'Énergie, Christian Pierret, il réintègre, en octobre 1998, EDF en tant que directeur général adjoint aux Affaires communales. De 2002 à 2004, il a également présidé l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire (Ihedat). Il est chargé, en 2002, par le ministre de la Communication et des Affaires publiques, d'une mission d'identification de RTE (Réseau de Transport d'Électricité, la filiale d'EDF en charge du réseau électrique français à haute et à très haute tension). Depuis janvier 2013, Michel Derdevet est membre du directoire et secrétaire général d'ERDF. Il est par ailleurs Maître de Conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris et est Professeur au Collège d'Europe de Bruges.

ELISSÉEFF Valéry

Ingénieur agronome de l'ENSA de Rennes, membre de la Société Française d'Économie Rurale, Valéry Elisséeff a dirigé pendant 15 ans la Société des Agriculteurs de France, un laboratoire d'idées travaillant sur la compétitivité de l'agriculture.

GALLAND Jean-Baptiste

Jean-Baptiste Galland est diplômé en mathématiques et en économie de Paris IX Dauphine ainsi que de l'ENSA. Il est également diplômé en management de McGill.

En 1982, il rejoint le service des Études économiques générales d'EDF, où il exerce diverses responsabilités. Il a été notamment en charge du département Tarifs.

En 1990, il rejoint la direction de la Distribution où, pendant 10 ans, il a géré la distribution locale et les activités commerciales à la fois dans le gaz et l'électricité dans diverses régions de France.

En 2000, il rejoint la direction Finance du groupe EDF pour préparer le contrat 2001-2003 entre l'État français et le groupe EDF, qui ouvre la voie à l'introduction du groupe en bourse. Il a par la suite été impliqué dans plusieurs projets de réorganisation et a participé à l'introduction en bourse d'EDF.

En 2005, il a rejoint EDF-Energy au Royaume-Uni en tant que directeur Stratégie et Optimisation des actifs au sein de la branche Production-Commerce. Il y a développé divers investissements de production d'électricité et de stockage de gaz. Il a créé EDF Energy Renewables, dont il a été le Président.

Depuis 2011, il est directeur Stratégie chez ERDF.

GUIGOU Jean-Louis

Haut-Fonctionnaire, Jean-Louis Guigou est, depuis 2006, délégué général de l'Institut de Prospective Économique du Monde méditerranéen (IPEMED).

Ingénieur agronome et docteur d'État en Sciences économiques, Jean-Louis Guigou est professeur agrégé à l'Université de Lille.

De 1997 à 2002, il a été directeur, puis délégué général de l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale (DATAR). Outre la réforme du découpage politico-institutionnel de la Sécurité industrielle, puis d'adjoint au directeur de la

travaux de prospective sur les incidences spatiales des grandes transformations sociales, économiques et environnementales des sociétés.

De 2002 à 2004, il a également présidé l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire (Ihedat). Il est chargé, en 2002, par le ministre des Affaires étrangères, d'une mission d'identification et de valorisation des scientifiques étudiant la Méditerranée. Par la suite, il a créé l'Institut de prospective économique du Monde méditerranéen (IPEMED), dont il est le délégué général.

Jean-Louis Guigou est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment :

Une ambition pour le territoire, Édition de l'Aube, 1995 ;

France 2020, mettre les territoires en mouvement, La Documentation Française, 2000 ;

Le nouveau monde méditerranéen, Éditions Descartes, 2002.

Ingénieur général des Ponts, des Eaux et des Forêts, Jean-Marc Lacave a été nommé par décret du Président de la République en date du 19 décembre 2013, Président-directeur général de Météo-France, à compter du 1^{er} janvier 2014.

Entré au ministère de l'Équipement en 1980, Jean-Marc Lacave y a exercé diverses fonctions en matière d'urbanisme, d'aménagement et d'infrastructures, notamment à la tête des directions départementales de la Sarthe, puis du Calvados, et de la direction régionale de Basse-Normandie. En 2000, il a été nommé directeur général du port autonome du Havre, au moment du démarrage du projet Port 2000 visant à la création d'un nouveau port permettant l'accueil des plus gros conteneurs dans l'estuaire de la Seine. À partir de 2008, il a exercé plusieurs autres fonctions : au directoire de l'armateur CGA-CGM tout d'abord, puis comme organisateur du Forum mondial de l'eau à Marseille (2012) et, enfin, comme chargé d'une mission de coordination interministérielle auprès de la Société nationale maritime Corse Méditerranée (SNCM).

LACOSTE André-Claude

André-Claude Lacoste est ancien élève de l'École polytechnique (Promotion 1960) et de l'École des Mines de Paris (Promotion 1963).

Il a débuté sa carrière professionnelle dans la région Nord-Pas-de-Calais, au sein des services régionaux du ministère chargé de l'Industrie, tout d'abord en qualité de chargé de mission auprès du Préfet de région, puis en tant que directeur de l'École des Mines de Douai et de chef de l'arrondissement minéralogique régional.

En 1978, il est nommé au sein de l'administration centrale du ministère chargé de l'Industrie. Jusqu'en 1990, il occupe successivement les fonctions de chef des Services de la Sécurité industrielle, puis d'adjoint au directeur de la

Qualité et de la Sécurité industrielle, de secrétaire général des Technologies qui relève des ministères économiques et de la délégation aux Affaires régionales et, enfin, de directeur financiers. Il est au sein du Conseil le référent Matières du Service de l'Action régionale pour la Sécurité et la Compétitivité industrielles. Durant ces douze années, il propose les avis réglementaires du Conseil sur les titres gère et anime les services extérieurs du ministère des Mines en France. Il est également secrétaire général du l'Industrie chargés du contrôle des installations industrielles.

De 1990 à 1993, André-Claude Lacoste est adjoint directeur général de l'Industrie.

De 1993 à 2002, il occupe le poste de directeur de la Sûreté des installations nucléaires (DSIN) sous l'autorité des ministres chargés de l'Industrie et de l'Environnement.

En février 2002, son champ d'action est étendu à la radioprotection et il est nommé directeur général de la Sûreté nucléaire et de la Radioprotection (DGSNR).

DGSNR et son réseau régional que constituent les divisions de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DSNR), regroupées au sein de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), relevaient des ministres chargés de l'Industrie et de l'Environnement, d'une part, et du ministre chargé de la Santé, d'autre part.

Le 13 juin 2006, la loi n°2006-686 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire a transformé le statut de l'ASN en lui conférant celui d'une autorité administrative indépendante, désormais indépendante des ministres. L'ASN est chargée du contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France pour protéger les travailleurs, les patients, le public et l'environnement des risques liés au nucléaire, et elle contribue à l'information des citoyens dans ces domaines.

Le 9 novembre 2006, André-Claude Lacoste a été nommé, par le Président de la République, pour une durée de six ans, président du collège des cinq commissaires qui dirige cette autorité.

André-Claude Lacoste est membre fondateur et ancien président de l'association WENRA (Western European Nuclear Regulators' Association) qui regroupe les dirigeants des 17 Autorités de contrôle du nucléaire dans les pays d'Europe de l'Ouest.

Il est également membre fondateur et ancien président de l'INRA (International Nuclear Regulator's Association). Il est président de la Commission on Safety Standards (CSS), qui contrôle l'élaboration des normes de sûreté nucléaire pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et il est président du Multinational Design Evaluation Programme (MDEP), une initiative multinationale visant à mutualiser les ressources et les connaissances des autorités de sûreté qui ont à évaluer la sûreté des nouveaux réacteurs nucléaires.

André-Claude Lacoste est membre de droit du Comité de l'énergie atomique et du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Il est Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'Ordre national du Mérite.

LIGER Alain

Alain Liger est, depuis juin 2012, membre du Conseil général de l'Économie, de l'Industrie, de l'Énergie et des

Technologies qui relève des ministères économiques et financiers. Il est au sein du Conseil le référent Matières premières et préside à ce titre le groupe de travail chargé de proposer les avis réglementaires du Conseil sur les titres miniers en France. Il est également secrétaire général du COMES (Comité pour les métaux stratégiques).

Alain Liger est ancien élève de l'École des Mines de Paris et ingénieur général des Mines. Il a exercé pendant 20 ans des responsabilités dans l'industrie minière ; il a notamment dirigé la stratégie d'exploration-développement du groupe minier BRGM, avant de rejoindre Billiton.

Entre 2002 et 2012, il a été successivement directeur régional de DRIRE et de DREAL.

MARCONIS Robert

Robert Marconis est agrégé de géographie, docteur d'État ès Lettres et Sciences humaines. Professeur émérite, il a enseigné à l'Institut d'études politiques de Toulouse et à l'Université de Toulouse II – Le Mirail, dont il a dirigé le département de Géographie et d'Aménagement.

Président national de l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie (1995-2007), il préside aujourd'hui le Comité régional pour l'information économique et sociale de la région Midi-Pyrénées (CRIES).

Spécialiste des questions d'urbanisme, de transport et d'aménagement du territoire, il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, dont :

Représentations de Midi-Pyrénées, Atlas régional, Privat, 1995 ;

Introduction à la géographie, Armand Colin, 2^e édition, 2000 ;

Urbanisation et urbanisme en France, Documentation Française, 200

France : recompositions territoriales, Documentation Française, 2006.

Ses travaux l'ont conduit à siéger dans de nombreuses instances chargées de réfléchir au développement et à l'aménagement de la ville de Toulouse et de sa région. À ce titre, il a participé à plusieurs ouvrages récents publiés

par les Nouvelles Éditions Loubatières, *La Magas* (2009) et le Canal du Midi (2012). De même, il a publié

chez Privat, Toulouse, un métro pour changer de siècle (2008), 150 ans de transports publics à Toulouse (2010),

Le Bazacle, les noces de Toulouse et de la Garonne (2010),

Toulouse, territoires du tramway (2011), Toulouse, une métropole en construction (à paraître).

MARINOS Alain

Architecte et urbaniste, Alain Marinos est Conservateur général du patrimoine.

Depuis 2005, il a été successivement :

inspecteur général (Direction générale des Patrimoines),

membre du Conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire,

membre de la Commission nationale des Monuments Historiques,

expert pour l'UNESCO et pour le ministère de la Culture et de la Communication dans le cadre de coopérations internationales, professeur invité de l'Université Tongji de Shanghai, enseignant à l'École de Chaillot (Cité de l'architecture et du patrimoine) dans le cadre du DSA architecture et patrimoine et de la formation post-concours des Architectes et urbanistes de l'État, enseignant à l'ENSA de Paris-Belleville dans le cadre du DSA architecture et patrimoine.

De 2000 à 2004, il a été l'adjoint du secrétaire général de la direction de l'Architecture et du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication ;

De 1997 à 2000, il a été le directeur de l'École de Chaillot, l'actuel Centre de formation de la Cité de l'architecture et du patrimoine ;

De 1981 à 1996, et en 2000, il a été architecte et urbaniste de l'État, architecte des bâtiments de France, chef de service départemental de l'Architecture et du Patrimoine du Finistère, puis de la Loire-Atlantique.

MÉNÉTRIER Laure

Diplômée de l'École Supérieure de Physique et Chimie Industrielles (ESPCI ParisTech), Laure Ménétrier a choisi d'approfondir sa formation scientifique en préparant une thèse de doctorat en physique au laboratoire de Microfluidique de l'ESPCI ParisTech, qu'elle a soutenue en 2007. Elle rejoint ensuite Schlumberger en tant qu'ingénieure R&D pour travailler sur la problématique du stockage géologique du CO₂. Après quatre années d'exercice au sein de cette multinationale et une année à préparer un Master d'Économie de l'Énergie et de l'Environnement à l'Université Paris X, elle est la première lauréate du concours externe du Corps des Mines, ouvert, depuis 2012, aux titulaires d'un doctorat. Elle travaille aujourd'hui à la direction générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services (DGCIS) en tant qu'adjointe au chef du bureau des Politiques d'innovation.

MESSIER Cédric

Ingénieur en génie des procédés, Cédric Messier intègre en 2003 l'Autorité de sûreté nucléaire pour assurer le suivi des modifications des laboratoires d'expertise, puis le contrôle des réacteurs de puissance. En 2010, il rejoint la direction générale de la Prévention des risques (DGR) pour travailler sur la mise en œuvre du règlement REACH et les actions d'accompagnement des entreprises. En 2012, Cédric Messier intègre le Corps des Mines. Il assure aujourd'hui la coordination interministérielle pour les questions européennes liées à la politique énergétique et les dossiers ayant trait à la politique industrielle, à la compétitivité et aux PME au Secrétariat général pour les Affaires européennes.

NORMAND Thibaud

Thibaud Normand est ancien élève de l'École polytechnique et est ingénieur des Mines. Après une première

expérience dans l'industrie chez Renault à Douai, puis au sein de Total Exploration et Production (filiale du groupe Total) au Qatar, il rejoint la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2010. En tant que chef de service adjoint tout d'abord, puis de chef du service Prévention des risques, il y pilote le déploiement des politiques de prévention des risques non seulement industriels mais aussi naturels, et il y est chargé, en particulier, de la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques.

QUÉVA Christophe

Christophe Quéva est Maître de Conférences en Géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et il est membre de l'UMR Géographie-Cités 8504. Dans la continuité de sa thèse intitulée Entre territoires et réseaux : la requalification des espaces locaux en France et en Allemagne (2007), effectuée sous la direction de Guy di Méo, ses recherches portent sur l'évolution des politiques et des pratiques d'aménagement et de développement local en France, en Allemagne et, plus globalement, dans le cadre européen. Il s'intéresse plus particulièrement aux dynamiques de recompositions territoriales établies de part et d'autre de l'ancienne frontière interallemande (réformes territoriales, patrimonialisation de l'ancienne frontière, mise en œuvre de réseaux de villes, etc.), ainsi qu'aux acteurs et aux projets de développement local dans les espaces ruraux et périurbains.

RAULET-CROSET Nathalie

Docteur en Sciences de Gestion, Nathalie Raulet-Croset est Maître de Conférences à l'IAE de Paris (Institut d'Administration des Entreprises), de l'Université Paris 1, chercheuse au Centre de Recherche en Gestion de l'École polytechnique et chercheuse associée au GREGOR de l'IAE de Paris. Ses recherches portent sur le management des coopérations territorialisées multi-acteurs et multi-institutions, sur les apprentissages et la gestion du changement, ainsi que sur les pratiques de management situé.

RODIONOFF Anolga

Docteur en Science Politique et architecte DESA, Anolga Rodionoff est Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Paris VIII et est habilitée à diriger des recherches (HDR). Ses recherches se rapportent, dans une perspective critique, aux enjeux liés au développement et à la généralisation des Techniques d'Information et de Communication (TIC), en explorant la ville, l'architecture, les arts et les techniques de l'image et les jeux vidéo, qui sont tous, avec plus ou moins d'intensité, impactés par cette généralisation. Privilégiant d'abord le numérique, à partir de pratiques diverses et variées, ses recherches actuelles s'étendent également aujourd'hui au virtuel : de sa déconstruction à son épistémologie dans la tradition de l'école épistémologique française.

Parmi ses publications, peuvent être citées :

- « Pour une épistémologie du virtuel. Retour au virtuel. Vie et culture numériques, GUÉGUEN (H.), MERZEAU (L.) ZACKLAD (M.), ss. la direction de Hermann, coll. Cultures numériques, à paraître, 2014 ;
- « Les territoires du virtuel. Mondes de synthèse (MMORPG), univers virtuels (Second Life), serious games, sites de rencontre... » RODIONOFF (A.), Revue MEI n°37, Paris, L'Harmattan, 215 pages, 2013 ;
- « Le virtuel : une notion-valise », in Revue MEI, n°37, Paris, L'Harmattan, pp. 189-203, 2013 ;
- Les territoires saisis par le virtuel, Rennes, PUR, coll. Espace et territoires, 176 pages, 2010 ;
- « L'art numérique comme analyseur des industries de la culture et de la communication en mutation, dir BOUQUILLION (P.) COMBÈS (Y.), Paris, L'Harmattan, coll. Questions contemporaines, pp. 115-127, 2007.